

Revenus des ménages

En 2008, le pouvoir d'achat du revenu des ménages ralentirait nettement (+1,1 %, après +3,3 % en 2007). Cette décélération est attribuable à la fois à l'accélération des prix à la consommation en cours d'année et au net ralentissement du revenu disponible brut des ménages (RDB). Ce ralentissement est dû à celui des revenus d'activité en fin d'année et au retour à la normale des impôts versés par les ménages : en 2007, l'impôt sur le revenu avait baissé avec la refonte du barème.

Au premier semestre 2009, le pouvoir d'achat du revenu des ménages accélérerait (+0,6 % après +0,0 % au second semestre 2008). Ce redressement serait imputable au repli de l'inflation. Le revenu lui-même progresserait au même rythme début 2009 que fin 2008. Les impôts ralentiraient nettement après leur forte hausse au second semestre 2008. En outre, diverses prestations seront revalorisées sur la base d'une inflation relativement élevée en 2008 et le versement de la prime de solidarité active soutiendrait le revenu au deuxième trimestre 2009. En revanche, le tassement des revenus d'activité se poursuivrait.

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2007		2008		2009	2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	2,5	2,9	2,1	0,8	0,9	4,8	5,4	3,9
dont :								
Revenus d'activité (70 %)	2,5	2,0	2,1	0,9	0,0	4,0	4,6	3,6
Salaires bruts (60 %)	2,5	1,8	2,0	1,0	0,0	3,9	4,5	3,5
EBE des entrepreneurs individuels (10 %)	2,3	3,1	2,3	0,6	-0,2	4,3	5,1	4,1
Prestations sociales en espèces (29 %)	2,0	1,8	1,6	2,1	3,1	4,4	3,6	3,6
EBE des ménages purs (12 %)	4,7	4,6	2,2	2,3	2,1	8,2	9,3	5,6
Revenus de la propriété (10 %) ^(*)	7,1	1,7	2,0	0,8	-0,5	5,2	4,5	3,3
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %) ^(*)	4,9	-0,9	1,6	3,8	1,1	4,2	2,4	3,0
Cotisations des salariés (-8 %)	2,1	1,4	0,4	1,0	0,0	5,2	3,9	1,6
Cotisations des non-salariés (-2 %)	1,4	2,6	1,6	2,3	1,8	7,8	3,8	4,1
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %) ^(*)	7,3	-2,8	2,3	5,7	1,6	3,2	1,2	3,7
Revenus hors impôts	3,0	2,2	2,1	1,4	1,0	4,6	4,9	3,9
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,9	1,3	1,8	0,8	0,3	2,2	2,0	2,8
Pouvoir d'achat du RDB	1,6	1,6	0,3	0,0	0,6	2,6	3,3	1,1
<i>Pour information</i>								
Revenus de la propriété (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal)	1,5	1,7	2,0	0,8	-0,5	10,9	4,5	3,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal)	3,0	-2,8	2,3	5,7	1,6	7,2	1,2	3,7

Prévisions

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

Remarque sur (*) : la lecture des chiffres indiqués doit être réalisée avec prudence. En effet, ils reflètent essentiellement les conséquences comptables de la suppression de l'avoir fiscal. Cette suppression et son remplacement par un nouveau dispositif ont peu d'effet sur le revenu réel des ménages, mais du fait du traitement par la comptabilité nationale de l'avoir fiscal, ils perturbent fortement les évolutions constatées des contributions aux revenus. Se reporter à la Note de Conjoncture de juin 2006, encadré page 82 pour plus de précisions.

Source : Insee

Les revenus d'activité ralentiraient fortement

En 2008, le ralentissement économique aura freiné les revenus d'activité (+3,6 % après +4,6 % en 2007 ; cf. tableau 1). Ce freinage, amorcé en milieu d'année, concernerait aussi bien l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels⁽¹⁾ (+4,1 % en 2008 après +5,1 %) que la masse salariale reçue par les ménages (+3,5 % après +4,5 %, cf. tableau 2). Cette dernière pâtirait de la baisse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (cf. graphique 1 et fiche « Emploi »).

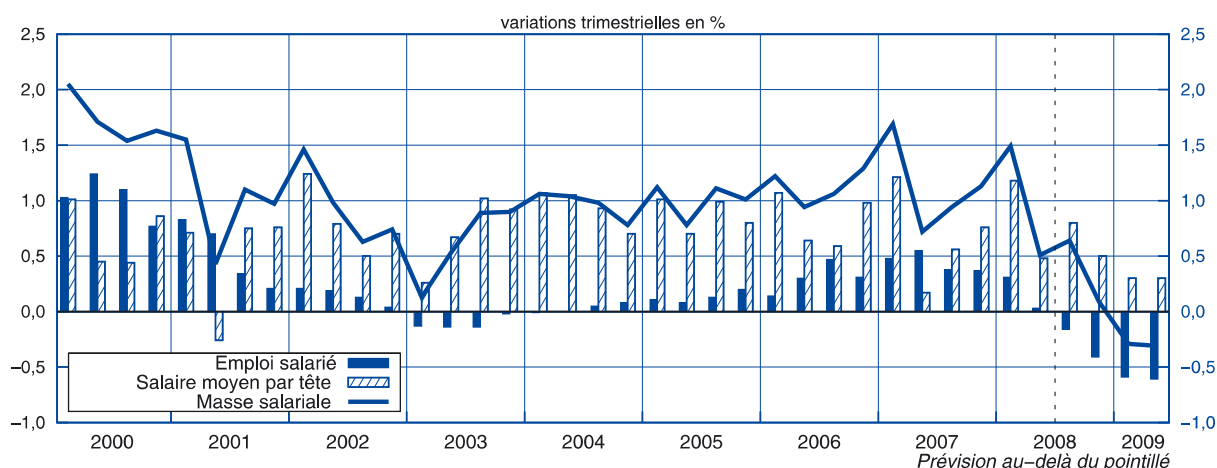
(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Au premier semestre 2009, les revenus d'activité continueraient de nettement ralentir (+0,0 % après +0,9 % au deuxième semestre 2008). En effet, la masse salariale reçue par les ménages marquerait le pas, tandis que l'EBE des entrepreneurs individuels se replierait.

Les prestations sociales accéléreraient à l'horizon du premier semestre de 2009

En 2008, les prestations sociales en espèces progresseraient au même rythme que l'année précédente (+3,6 % ; cf. tableau 3), à l'image des prestations de Sécurité sociale (+3,9 % comme en 2007). D'une part, les prestations maladie, famille et vieillesse ralentiraient légèrement, malgré la majoration de l'allocation de rentrée scolaire et la revalorisation des pensions de retraite en septembre. D'autre part, la baisse des allocations

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	évolution en %							
	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2007		2008		2009	2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1			
Entreprises non financières (ENF) (66 %)	2,6	2,0	2,4	1,1	-0,4	4,3	4,7	3,9
dont : Salaire moyen par tête	1,7	1,2	1,8	1,4	0,7	3,3	3,0	3,1
Entreprises financières (5 %)	3,2	0,2	2,4	0,5	0,4	6,3	4,2	2,8
Administrations publiques (24 %)	1,9	1,6	1,2	0,8	0,6	2,8	3,6	2,4
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	5,6	4,1	2,4	2,6	2,5	4,9	10,0	5,7
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	2,5	1,8	2,0	1,0	0,0	3,9	4,5	3,5
dont : Secteurs concurrentiels non agricoles	2,7	1,9	2,3	0,9	-0,4	4,4	4,8	3,8

■ Prévisions

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

Source : Insee

chômage se poursuivrait mais leur recul serait nettement moins marqué que ces deux dernières années au cours desquelles le marché du travail s'est nettement amélioré. Enfin, les prestations d'assistance sociale se redresseraient, en lien avec les revalorisations de l'allocation aux adultes handicapés et de la prime de Noël.

Au premier semestre 2009, les prestations sociales accélèreraient (+3,1 % en moyenne semestrielle, après +2,1 % au second semestre 2008). En effet, les prestations famille et vieillesse afficheraient une croissance plus soutenue, du fait des revalorisations prévues pour janvier et avril respectivement, en raison de l'inflation relativement élevée en 2008. De plus, les allocations chômage se redresseraient, en lien avec la dégradation du marché du travail. Enfin, les prestations d'assistance sociale seraient encore un peu plus dynamiques, sous l'effet des revalorisations attendues de l'allocation aux adultes handicapés et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (en avril) ainsi que du versement de la prime de solidarité active.

Les recettes de prélèvements obligatoires ralentiraient au premier semestre 2008

En 2008, les prélèvements obligatoires accélèreraient (+3,0 % après +2,4 %). En effet, les impôts versés par les ménages repartiraient sur un rythme plus élevé⁽²⁾ (+3,7 % après +1,2 %, cf. fiche « Recettes fiscales des administrations publiques ») : l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) progresserait à nouveau après la baisse de

2007 due à la refonte du barème. À l'inverse, les cotisations versées par les salariés en 2008 ralentiraient nettement (+1,6 % après +3,9 %). D'une part, les effets de la mise en place des exonérations sur les heures supplémentaires se seraient prolongés sur le début de l'année et, d'autre part, la masse salariale ralentirait en fin d'année. Les autres impôts courants⁽³⁾ seraient également moins dynamiques en 2008, à la suite notamment de l'aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par la loi Tèpa. En revanche, les cotisations versées par les non-salariés accélèreraient légèrement cette année (+4,1 % après +3,8 %).

Au premier semestre 2009, les prélèvements obligatoires décélèreraient sensiblement après l'augmentation forte, mais transitoire, enregistrée fin 2008 (+1,1 % après +3,8 % au second semestre 2008), en lien avec le fort ralentissement des impôts versés par les ménages (+1,6 % après +5,7 %).

(2) Les évolutions concernant les impôts et les revenus de la propriété sont présentées " hors retraitement comptable de l'avoir fiscal ". En effet, en comptabilité nationale, au lieu d'enregistrer l'avoir fiscal comme un crédit d'impôt venant minorer l'impôt sur le revenu, on considère que cet avoir fiscal majore les dividendes reçus par les ménages et l'on rectifie à due concurrence l'impôt sur le revenu payé. Ce traitement augmente donc d'un même montant les impôts et les revenus de la propriété. La suppression de l'avoir fiscal en 2006 induit la suppression de ce retraitement, donc un choc à la baisse d'ampleur équivalente sur les dividendes reçus et les impôts payés, qui n'a pas d'impact économique. Ce retraitement comptable est neutre sur le revenu des ménages. La suppression de l'avoir fiscal elle-même n'a qu'un effet faible sur le revenu.

(3) Il s'agit principalement d'impôts locaux (taxe d'habitation, une partie de la taxe foncière sur les propriétés non bâties), d'une partie de la carte grise et de l'impôt de solidarité sur la fortune.

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2007		2008		2009	2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)	2,0	1,8	1,6	2,1	3,1	4,4	3,6	3,6
Prestations de Sécurité Sociale (70 %)	2,2	2,0	1,8	2,3	3,1	4,5	3,9	3,9
Prestations de régimes privés (7 %)	2,0	2,0	1,5	2,0	2,5	7,0	4,2	3,5
Prestations directes d'employeur (14 %)	2,9	2,2	1,7	1,4	1,4	2,0	4,9	3,6
Prestations d'assistance sociale (9 %)	-0,4	-1,1	0,1	2,0	7,6	5,2	-1,0	0,5
Total des prélèvements sociaux	1,6	1,9	1,4	1,5	0,4	5,0	3,9	3,2
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	1,6	1,9	1,2	1,5	0,3	5,4	3,9	3,0
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (64 %)	1,4	2,1	1,6	1,6	0,2	5,3	3,9	3,4
Cotisations des salariés (29 %)	2,1	1,4	0,4	1,0	0,0	5,2	3,9	1,6
Cotisations des non-salariés (7 %)	1,4	2,6	1,6	2,3	1,8	7,8	3,8	4,1

■ Prévisions

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

En particulier, les recettes d'IRPP seraient quasi stables, après la hausse sensible du second semestre 2008.

Les revenus de la propriété ralentiraient nettement en 2008 puis reculeraient début 2009

Les autres composantes du revenu seraient moins dynamiques en 2008 qu'en 2007. Les loyers reçus par les ménages⁽⁴⁾ ne progresseraient que de 5,6 % (après +9,3 % en 2007), en raison du ralentissement des prix des loyers. Dans le même temps, la nette décélération des dividendes reçus par les ménages freinerait la croissance des revenus de la propriété (+3,3 % après +4,5 %).

Au premier semestre 2009, les loyers reçus croîtraient au même rythme que sur la deuxième moitié de 2008 (+2,1 % après +2,3 %), tandis que les revenus de la propriété se replieraient (-0,5 % après +0,8 %) en lien avec la dégradation des résultats des entreprises.

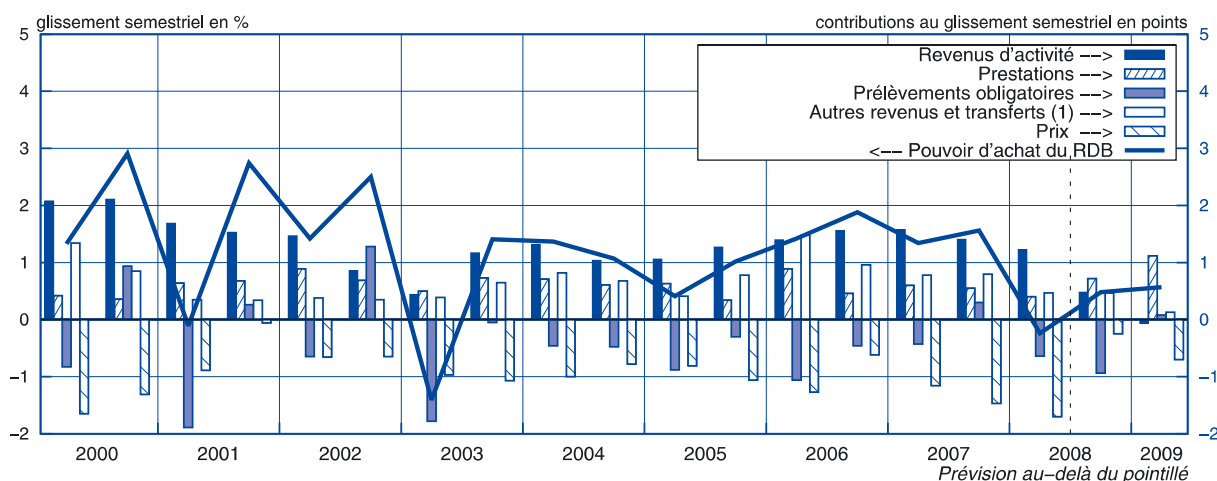
Pouvoir d'achat : grevé par l'inflation en 2008, il rebondirait un peu début 2009

Au second semestre 2008, le revenu disponible brut (RDB) nominal décélérerait très fortement, ne progressant plus que de 0,8 % (après +2,1 % au premier semestre). Cependant, le reflux des prix à la consommation (+0,8 % après +1,8 %) permettrait au pouvoir d'achat de se stabiliser. Sur l'ensemble de l'année 2008, le pouvoir d'achat ralentirait fortement (cf. graphique 2) : il n'augmenterait que de 1,1 %, après +3,3 % l'an dernier.

Au premier semestre 2009, le revenu des ménages progresserait de 0,9%. Les prix continuant de ralentir, le pouvoir d'achat repartirait à la hausse (+0,6 %). ■

(4) Ces loyers constituent ce que l'on appelle en comptabilité nationale « l'excédent brut d'exploitation des «ménages purs» ». Celui-ci correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location, corrigés de la taxe foncière. Les loyers sont dits alors loyers « fictifs ».

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants (voir note (4))

Remarque : Ces contributions sont calculées «hors retraitement comptable de l'avoir fiscal».

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB.

Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition.

La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'*unités de consommation* en France. Ce concept permet de tenir compte de la croissance

démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. Sur la période 2000-2007, la croissance moyenne du nombre d'unités de consommation par an est environ de 0,9 % (par comparaison, la croissance moyenne du nombre d'habitants est de 0,7 % par an sur la même période et la croissance moyenne du nombre de ménages est de 1,3 % par an).

Ainsi, en 2008, le pouvoir d'achat par unité de consommation serait quasi stagnant (+0,2 % après +2,4 % en 2007). Par habitant, la hausse serait un peu plus forte (+0,4 % après +2,6 % en 2007), tandis que par ménage le pouvoir d'achat baisserait (-0,2 % après +2,0 % en 2007). ■

Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2008, la consommation des ménages a légèrement progressé (+0,2 %) après un premier semestre de stagnation. La faiblesse persistante de la consommation depuis le début de l'année tient au fort ralentissement puis à la baisse du pouvoir d'achat du revenu.

En dépit du rebond du pouvoir d'achat au quatrième trimestre, puis de sa légère progression au premier trimestre 2009 (cf. fiche Revenus), la consommation des ménages marquerait le pas sur cette période. En effet, face à la dégradation du marché du travail et aux incertitudes fortes entourant les perspectives de revenu, les ménages, par prudence, augmenteraient leur taux d'épargne. La consommation serait un peu plus soutenue au deuxième trimestre 2009 (+0,3 %), sous l'effet du versement de la prime de solidarité active. L'investissement en logement des ménages poursuivrait le repli entamé au deuxième trimestre 2008.

trimestre puis 0,0 % au deuxième trimestre de 2008). L'atonie de la consommation depuis le début de l'année est liée au pouvoir d'achat du revenu des ménages, qui a fortement ralenti puis s'est replié courant 2008, ainsi qu'à la dégradation des perspectives de chômage.

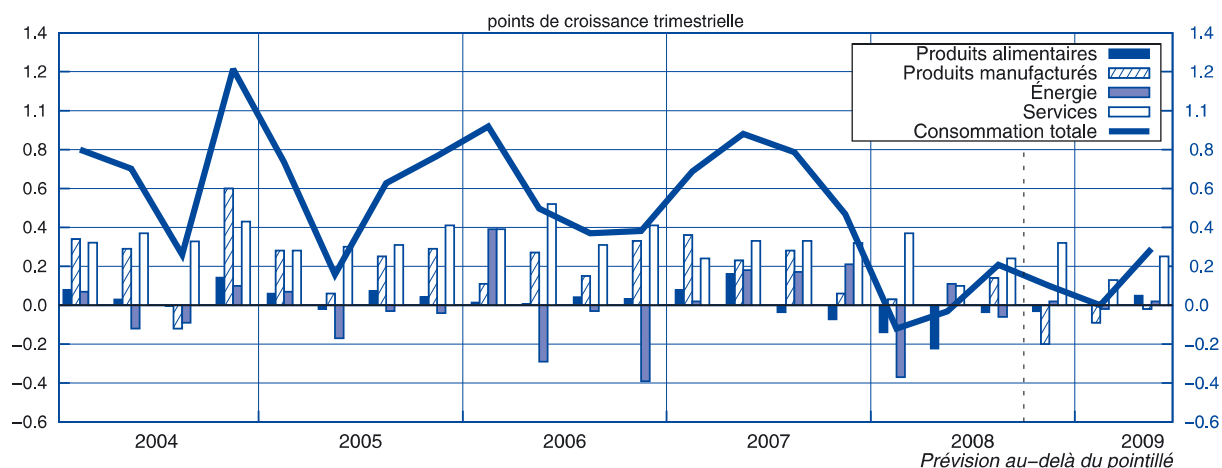
La consommation en produits manufacturés a été légèrement plus vive au troisième trimestre (+0,6 % après +0,0 %, cf. graphique 1) du fait, notamment, du rebond de la consommation en habillement et cuir et de l'accélération de la consommation en biens d'équipement du foyer. De plus, malgré le recul persistant des dépenses d'hôtel et de restaurant, la consommation en services principalement marchands s'est un peu redressée (+0,5 % après +0,2 %) grâce au dynamisme des services de télécommunications. Enfin, la consommation en produits alimentaires a continué de reculer mais de façon moins prononcée (-0,2 % après -1,3 %) grâce au net ralentissement des prix alimentaires. En revanche la consommation en énergie a baissé (-0,8 % après +1,6 %).

La consommation stagne depuis début 2008

Au troisième trimestre 2008, la consommation des ménages a légèrement rebondi (+ 0,2 %) après deux trimestres de stagnation (-0,1 % au premier

Par ailleurs, les dépenses individualisables des administrations publiques, éducation et santé notamment, continuent de croître ce trimestre comme au trimestre précédent (+ 0,5 %).

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

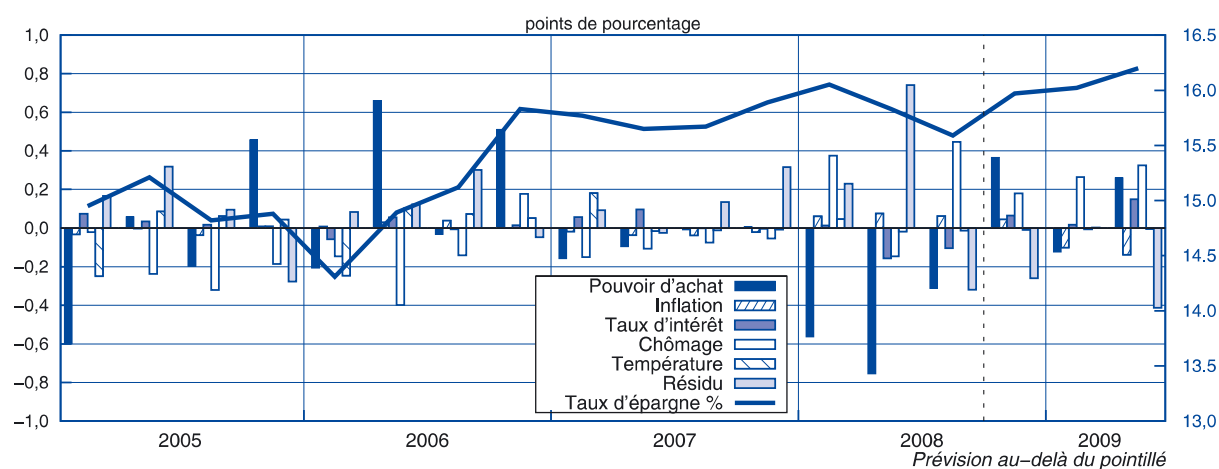
La consommation stagnerait à la fin 2008 et au début 2009

Après le léger rebond au troisième trimestre 2008, la consommation marquerait le pas au quatrième puis au premier trimestre 2009 (+0,1 % et +0,0 % respectivement). Elle pourrait à nouveau croître au deuxième trimestre 2009, sous l'effet notamment du versement de la prime de solidarité active. La consommation serait soutenue par la hausse du pouvoir d'achat au quatrième trimestre et au premier semestre 2009. Les achats d'automobiles seraient également soutenus par l'instauration de la « prime à la casse ». Mais la consommation serait freinée par la prudence des ménages : ils sont confrontés aux incertitudes particulièrement fortes concernant les perspectives économiques et à la dégradation du marché du travail. Le manque de confiance se lit dans l'indicateur synthétique de l'enquête de conjoncture auprès des ménages qui stagne en octobre et novembre à un très bas niveau. Ainsi le taux d'épargne se redresserait, pour atteindre 16,2 % au deuxième trimestre (cf. graphique 2).

L'investissement des ménages continuerait de reculer

Au troisième trimestre, l'investissement en logement des ménages a reculé pour le deuxième trimestre consécutif (-1,6 %). Les indicateurs conjoncturels du bâtiment le reflètent : les mises en chantier ainsi que les permis de construire continuent de baisser ce trimestre. Le durcissement des conditions du crédit immobilier par les banques du fait de la crise financière pèserait fortement sur l'investissement dans les prochains trimestres. En conséquence, l'investissement des ménages devrait encore diminuer (-2,2 % au quatrième trimestre 2008 puis -2,1 % et -1,4 % aux premier et deuxième trimestres 2009). ■

2 - Taux d'épargne et contributions économétriques à son accroissement



Source : Insee

Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolution en %

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles			
	2007				2008				2009		2006	2007	2008	2009 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Dépenses totales de consommation des ménages	0,7	0,9	0,8	0,5	-0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,3	2,5	2,5	0,9	0,4
dont :														
Alimentation (17 %)	0,5	0,9	-0,2	-0,4	-0,8	-1,3	-0,2	-0,2	0,0	0,3	0,6	1,2	-2,2	-0,4
Produits manufacturés (24 %)	1,5	0,9	1,1	0,2	0,1	0,0	0,6	-0,8	-0,4	-0,1	3,3	4,4	1,2	-0,8
Énergie (7 %)	0,5	2,5	2,4	2,9	-4,9	1,6	-0,8	0,3	-0,3	0,3	-0,4	-1,1	-0,3	0,1
Services (52 %)	0,5	0,7	0,7	0,6	0,7	0,2	0,5	0,6	0,2	0,5	3,2	2,7	2,2	1,4
Dépenses individualisables des administrations	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	1,6	1,7	1,6	1,2
Consommation effective totale	0,6	0,8	0,7	0,4	0	0,1	0,3	0,2	0,1	0,3	2,3	2,3	1,1	0,6
Investissement des ménages	0,5	0,3	0,3	0,4	0,1	-2,7	-1,6	-2,2	-2,1	-1,4	7,1	3,0	-2,6	-6,1

Prévisions

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2006.

Source : Insee

Résultats des entreprises

En 2008, le taux de marge des sociétés non financières se replierait sensiblement par rapport à 2007 (-0,8 point ; cf. graphique 1). Cette baisse s'explique notamment par un mouvement défavorable des « termes de l'échange » : à la suite de la flambée des prix du pétrole, les prix de la consommation ont augmenté plus vite que les prix de la valeur ajoutée. La baisse du taux de marge est également due au retard d'ajustement de l'emploi au ralentissement de l'activité, qui ferait baisser la productivité en 2008.

Le taux de marge diminuerait encore un peu au 1^{er} semestre 2009 pour s'établir à 30,9 %, soit un niveau inférieur de 0,7 point à sa moyenne sur l'année 2008.

Le taux de marge reculerait en 2008

En 2008, le taux de marge⁽¹⁾ au coût des facteurs⁽²⁾ des sociétés non financières baisserait sensiblement (31,6 % après 32,5 % en 2007 ; cf. tableau). Cette baisse s'expliquerait par la détérioration des « termes de l'échange », qui se traduit par un écart positif entre les prix de la consommation et les prix de la valeur ajoutée (cf. graphique 2). En effet, la forte hausse des prix du pétrole au cours des deux

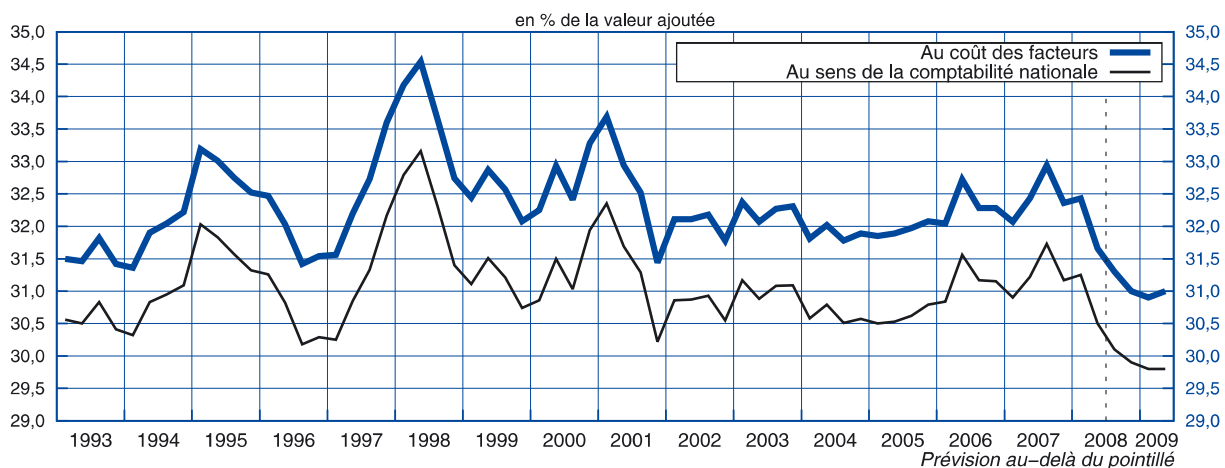
premiers trimestres de l'année 2008 a eu un impact beaucoup plus marqué sur les prix à la consommation que sur les prix de la valeur ajoutée. De plus, la productivité jouerait également à la baisse (contribution de -0,4 point sur le taux de marge en 2008), tout comme le salaire moyen par tête réel. Néanmoins, la contribution du salaire est bien moins forte qu'en 2007 (-0,2 point après -0,7 point ; cf. fiche Salaires). À l'inverse, le taux de cotisation employeur baisserait quelque peu du fait notamment des allègements de charges de la loi Tépà (contribution de +0,1 point).

(1) Le taux de marge TM est par définition égal au rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée (VA). Il mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation peut se décomposer de façon comptable entre :

- les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou « termes de l'échange » (P_{va}/P_c), qui jouent positivement ;
 - les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/P_c) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
- Cette décomposition (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) est synthétisée dans l'équation suivante :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{SMPT}{P_c} \frac{P_c}{P_{va}}$$

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

Il continuerait de diminuer au 4^e trimestre de 2008

Au 4^e trimestre 2008, le taux de marge mesuré au coût des facteurs diminuerait à 31,0 % (et à 29,9 % au sens de la comptabilité nationale⁽²⁾).

Le net repli des prix de l'énergie au 4^e trimestre 2008 aurait en effet l'influence inverse sur les « termes de l'échange », qui s'amélioreraient nettement : le prix de la consommation diminuerait plus vite que le prix de la valeur ajoutée. Ainsi, la contribution des « termes de l'échange » à la progression du taux de marge atteindrait +0,8 point. En revanche, les salaires réels augmenteraient nettement (contribution de -0,6 point) principalement en raison de la baisse des prix à la consommation (-0,3 % au 4^e trimestre, après +0,6 % au 3^e trimestre). En outre, la productivité se réduirait nettement (contribution de -0,5 point). En effet, dans une phase de ralentissement de l'économie, l'emploi s'ajuste moins vite à la baisse que la production.

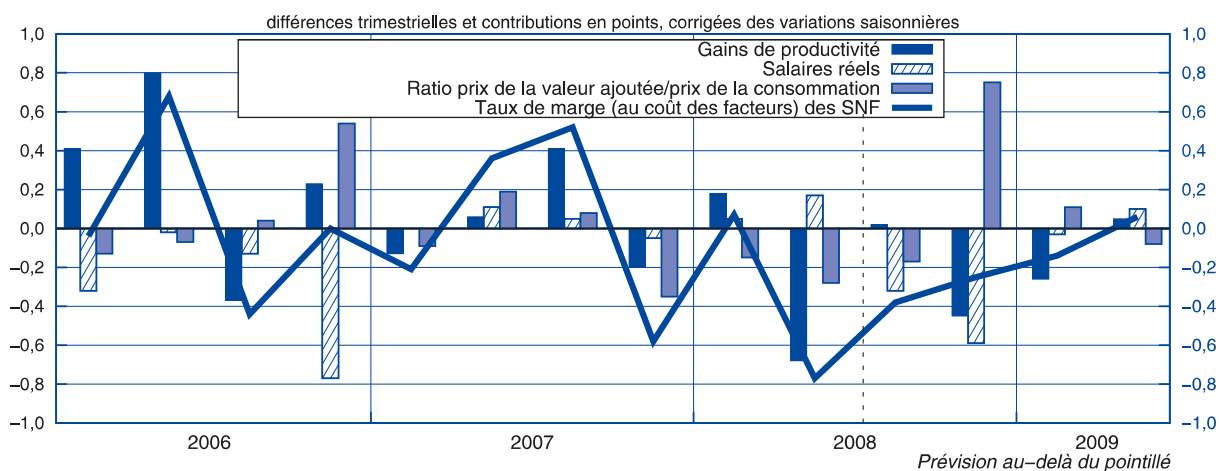
Une baisse plus modérée début 2009

Au 1^{er} semestre 2009, le taux de marge des entreprises continuerait de décroître mais plus modérément. Il reculerait de 0,2 point par rapport au quatrième trimestre pour s'établir à 30,9 % mesuré au coût des facteurs et à 29,8 % au sens de la comptabilité nationale. La baisse de la productivité contribuerait pour -0,2 point à la variation du taux de marge. Cette baisse ne serait compensée que partiellement par la modération du salaire réel (contribution de 0,1 point).

Au 1^{er} semestre 2009, le taux de marge serait ainsi 0,7 point en dessous de sa moyenne sur l'année 2008. ■

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 point au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. La valeur ajoutée au coût des facteurs n'est pas perturbée par certaines mesures fiscales concernant les entreprises, comme avait pu l'être le taux de marge au sens de la comptabilité nationale par la réforme de la PAC en 2006. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2007				2008				2009		2007	2008	2009 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Taux de marge (en niveau)	30,9	31,2	31,7	31,2	31,3	30,5	30,1	29,9	29,8	29,8	31,3	30,4	29,7
Variation du taux de marge	-0,2	0,3	0,5	-0,6	0,1	-0,8	-0,4	-0,2	-0,1	0,0	0,1	-0,8	-0,7
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)	32,1	32,4	32,9	32,4	32,4	31,7	31,3	31,0	30,9	31,0	32,5	31,6	30,9
Variation du taux de marge au coût des facteurs	-0,2	0,4	0,5	-0,6	0,1	-0,8	-0,4	-0,2	-0,1	0,1	0,1	-0,8	-0,7
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs													
<i>des gains de productivité</i>	-0,1	0,1	0,4	-0,2	0,2	-0,7	0,0	-0,5	-0,3	0,0	0,3	-0,4	-0,7
<i>du salaire par tête réel</i>	-0,3	0,2	0,0	0,1	-0,1	0,1	-0,2	-0,6	0,0	0,1	-0,7	-0,2	-0,5
<i>du taux de cotisation employeur</i>	0,4	-0,1	0,1	-0,2	0,2	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	-0,1	0,2	0,1	-0,4	-0,2	-0,3	-0,2	0,8	0,1	-0,1	0,4	-0,4	0,5
	Variations trimestrielles (en %)										Variations annuelles (en %)		
Rappel													
Valeur ajoutée en volume	0,5	0,6	0,8	0,3	0,5	-0,3	0,1	-0,8	-0,4	-0,1	2,2	0,9	-1,1
Emploi des SNF	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,1	-0,2	-0,4	-0,6	-0,6	1,8	0,8	-1,4
Salaire moyen par tête	1,0	0,4	0,6	0,8	1,1	0,6	0,8	0,5	0,3	0,3	3,0	3,1	1,5
Prix de la consommation	0,5	0,6	0,6	0,9	0,9	0,8	0,6	-0,3	0,3	0,4	2,0	2,8	0,8
Prix des consommations intermédiaires	0,6	0,8	0,8	1,4	0,9	1,1	0,6	-1,3	-0,3	0,3	2,7	3,3	-0,4
Prix de production	0,5	0,9	0,8	0,9	0,9	0,6	0,4	-0,6	-0,1	0,2	2,7	2,7	-0,1
Prix de valeur ajoutée	0,4	0,9	0,7	0,4	0,7	0,4	0,3	0,8	0,4	0,3	2,6	2,2	1,5

■ Prévisions
Source : Insee

Investissement des entreprises et stocks

L'investissement des entreprises reculerait au quatrième trimestre 2008 (-1,6 %) après le léger rebond du troisième trimestre. Il ralentirait ainsi nettement en 2008 (+1,8 % après +7,3 % en 2007). Au cours du premier semestre 2009, la baisse des investissements se poursuivrait. Une demande toujours faible, des conditions d'obtention de crédit toujours difficiles conjuguées à des capacités de production de moins en moins tendues n'inciteraient pas les entreprises à investir.

La contribution des stocks à la croissance a été nulle au troisième trimestre 2008 : la contribution négative des produits manufacturés a été compensée par celle positive des produits énergétiques. Au quatrième trimestre 2008, la contribution des stocks à la croissance serait négative du fait d'une politique volontariste de réduction de ses stocks par l'industrie manufacturière.

En 2008, les investissements des entreprises ralentiraient fortement

Après un rebond au troisième trimestre, la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières se replierait à nouveau au quatrième trimestre 2008 (-1,6 % après +0,3 %, cf. tableau 1). Les entreprises seraient attentistes dans leurs projets d'investissement, en raison des perspectives défavorables de la demande. En outre, les conditions globales de financement sont actuellement difficiles : les taux d'emprunts réels à long

terme ont nettement progressé depuis un an et les banques annoncent qu'elles vont encore durcir les critères d'octroi de crédit aux entreprises, selon l'enquête d'octobre de la Banque de France sur la distribution du crédit par les banques.

De plus, les tensions sur l'appareil productif des entreprises continuent de se réduire : en octobre, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière a chuté à 82,4 % (cf. graphique 1). Il s'établit désormais à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période (84,0 %), n'incitant pas les entreprises à investir pour accroître leurs capacités.

Ainsi, l'investissement en produits manufacturés se replierait au quatrième trimestre (-2,0 %), après un rebond au troisième (+0,7 %) imputable au redressement inattendu des dépenses en biens d'équipement. Les intentions de commandes en biens d'entreprise interrogés à l'enquête bimestrielle de conjoncture dans le commerce de gros : le solde d'opinion correspondant s'établit désormais nettement en dessous de sa moyenne de longue période.

De plus, les investissements en bâtiment et travaux publics (BTP) des entreprises non financières diminueraient de nouveau au quatrième trimestre 2008 (-2,0 % après -0,3 % au troisième). Les dépenses en bâtiment se contracteraient pour la première fois depuis la mi-2005 (-1,5 %) et les dépenses en travaux publics baisseraient à nouveau nettement (-2,7 % au quatrième trimestre 2008, après -0,6 % le trimestre précédent et

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2007				2008				2009		2007	2008	2009 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés	2,5	0,7	2,0	0,0	2,0	-1,1	0,7	-2,0	-2,0	-1,3	6,1	2,1	-4,4
Bâtiment et travaux publics	2,7	1,8	0,5	1,8	0,2	-1,9	-0,3	-2,0	-2,0	-0,5	9,3	0,2	-4,4
Autres	0,6	1,9	1,8	1,6	0,4	0,0	0,3	-0,5	-1,0	-0,5	7,2	3,0	-1,5
Ensemble des ENF	2,0	1,4	1,5	0,9	1,0	-1,0	0,3	-1,6	-1,7	-0,8	7,3	1,8	-3,6

Prévisions

Source : Insee

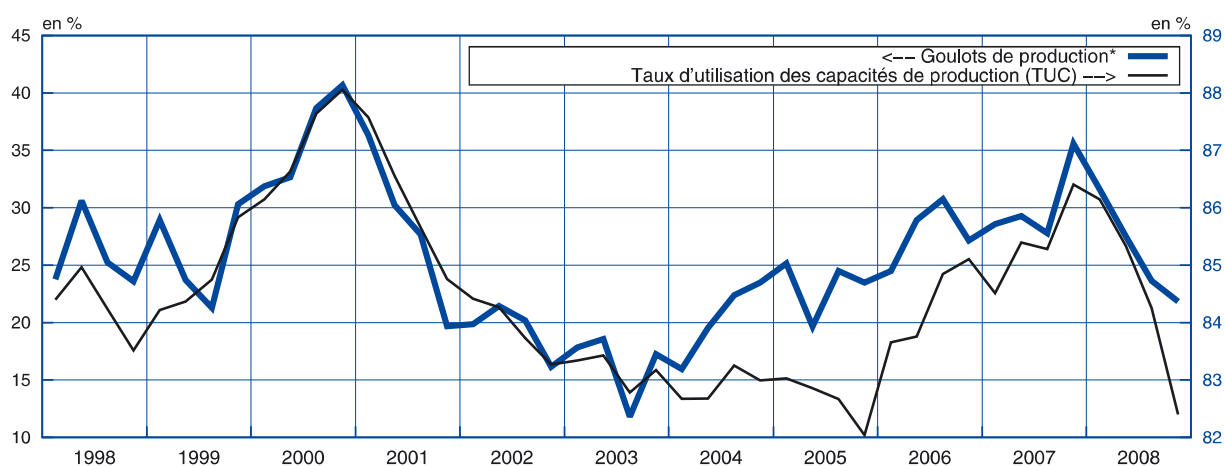
-4,9 % au deuxième trimestre). En effet, les perspectives d'activité et les carnets de commandes liés à la demande privée se détériorent fortement selon les chefs d'entreprise interrogés en octobre à l'enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics.

Enfin, pour la première fois depuis trois ans, les autres investissements, pour l'essentiel en services informatiques, se replieraient également au quatrième trimestre 2008 (-0,5 % après +0,3 % au troisième trimestre). Les perspectives du secteur « activité informatique » apparaissent en effet défavorables aux chefs d'entreprise interrogés en novembre à l'enquête mensuelle de conjoncture dans les services.

Au total, la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières ralentirait nettement sur l'ensemble de l'année 2008 (+1,8 % après +7,3 % en 2007). Ce ralentissement toucherait les investissements en *biens manufacturés* (+2,1 % en 2008, après +6,1 % en 2007), comme en *services* (+3,0 % après +7,2 %) et en *construction* (+0,2 % après +9,3 %).

Le taux d'investissement progresserait néanmoins encore en 2008, à 19,7 %, après avoir déjà atteint 19,4 % sur l'année 2007 (cf. graphique 2).

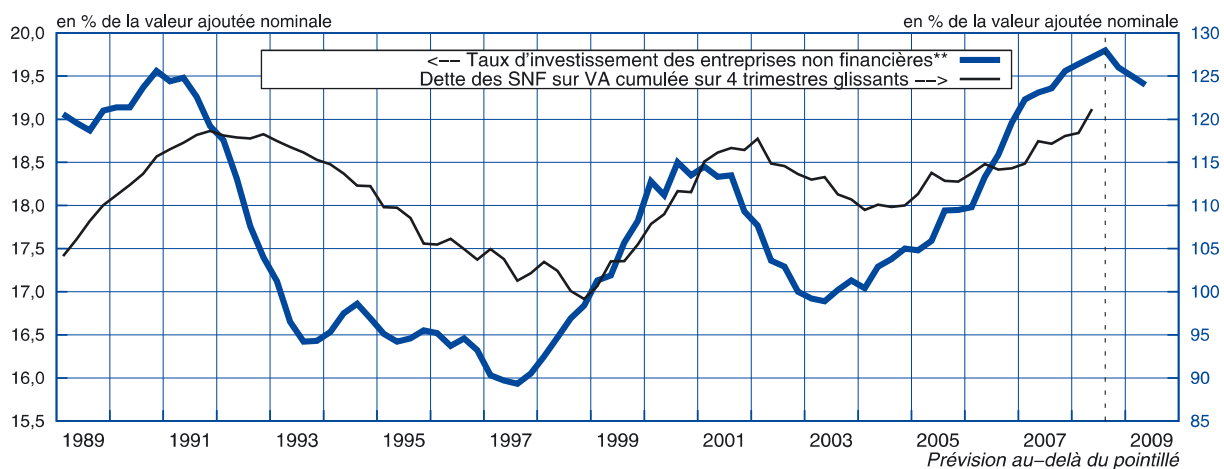
1 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

2 - Taux d'investissement et d'endettement*



* La dette comprend les crédits des institutions financières et les titres de créances.

** Sociétés non financières et entreprises individuelles.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France, comptes financiers trimestriels et annuels rétropolés avant 1994

Les investissements continueraient de reculer au premier semestre 2009

Début 2009, l'investissement des entreprises continuerait de reculer (-1,7 % au premier trimestre et -0,8 % au deuxième), comme le laissent attendre les réponses des chefs d'entreprises dans le cadre de l'enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie : la dégradation des demandes étrangère et nationale se poursuivrait et les conditions de crédit aux entreprises continueraient de peser sur l'investissement (cf. graphique 3). La baisse serait toutefois amortie au deuxième trimestre 2009 par un surcroît de dépenses des entreprises publiques et des sociétés HLM, dans le cadre du plan de relance de l'économie.

La baisse de la FBCF en biens manufacturés se prolongerait au cours du premier semestre 2009 (-2,0 % au premier trimestre et -1,3 % au deuxième), de même que la diminution des dépenses en services (-1,0 % puis -0,5 %) et en construction (-2,0 % puis -0,5 %).

La hausse continue du taux d'investissement enregistrée depuis 2003 serait stoppée : le taux d'investissement redescendrait à 19,4 % au deuxième trimestre 2009.

La contribution des stocks à la croissance a été nulle au troisième trimestre 2008

Au troisième trimestre 2008, la variation des stocks a eu une contribution nulle à la croissance (cf. tableau 2). La contribution négative des stocks de

produits manufacturés (-0,1 point) a été compensée par la contribution positive des produits énergétiques (+0,1 point).

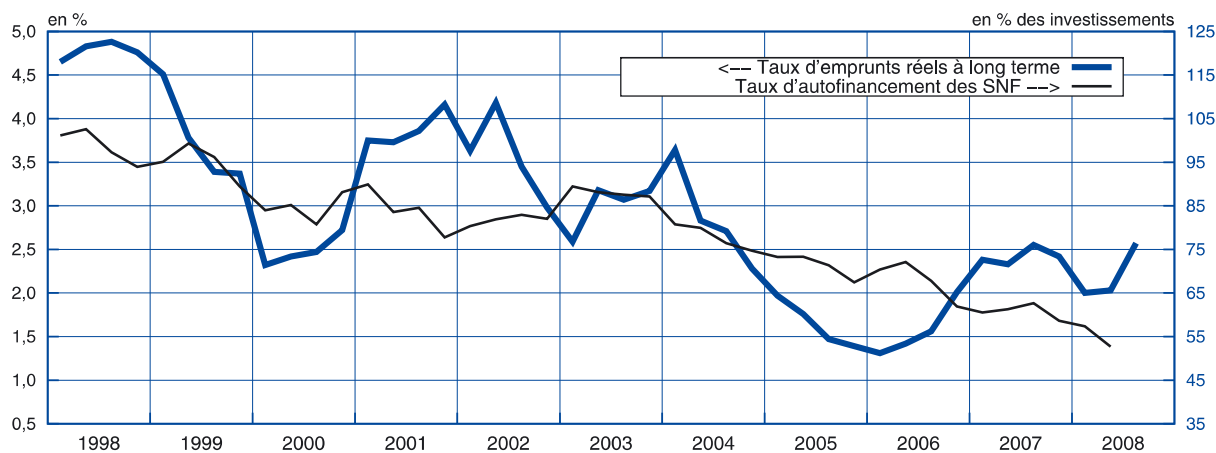
La contribution négative des stocks de produits manufacturés provient pour l'essentiel de l'accélération des ventes de biens d'équipement à l'étranger (+4,1 %) : les exportations des produits de la construction navale et aéronautique ont progressé avec la vente de sept satellites et le maintien des livraisons d'Airbus à des niveaux élevés. En revanche, les ventes d'automobiles se sont fortement repliées, entraînant un stockage involontaire dans ce secteur.

La contribution positive des stocks de produits énergétiques à la croissance du troisième trimestre 2008 s'explique pour l'essentiel par le dynamisme des importations d'hydrocarbures naturels (+1,9 %) tandis que les dépenses de consommation des ménages reculaient (-0,8 %).

Les variations de stocks pèseraient sur la croissance fin 2008

Au quatrième trimestre 2008, la contribution des stocks à la croissance serait négative (-0,4 point, cf. tableau 2). Les industriels, interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture, anticipent en effet une forte dégradation de la demande, alors même qu'ils trouvent déjà le niveau de leurs stocks lourd, notamment dans l'automobile. Au total, sur l'ensemble de l'année 2008, la contribution des stocks à la croissance serait un peu négative (-0,1 point, après +0,2 point en 2007).■

3 - Taux d'autofinancement des SNF* et taux d'emprunts réels à long terme**



* Le taux d'autofinancement des sociétés non financières (SNF) est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportée à leurs investissements.

** Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à un an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance

en points de PIB

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2007				2008				2009		2007	2008	2009 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits agricoles et agroalimentaires	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Produits manufacturés	0,4	-0,3	0,4	-0,5	-0,1	0,2	-0,1	-0,4	-0,1	-0,1	0,1	-0,4	-0,5
<i>dont : Biens de consommation</i>	0,1	0,0	0,1	-0,3	-0,1	-0,2	0,3				0,1		
<i>Automobile</i>	0,5	-0,2	-0,3	0,3	0,0	-0,5	0,1				0,0		
<i>Biens d'équipement</i>	0,6	-0,8	1,4	-0,7	-0,4	1,1	-0,5				0,0		
<i>Biens intermédiaires</i>	-0,2	0,3	-0,1	-0,7	0,0	0,0	0,0				0,0		
Produits énergétiques	-0,1	0,2	-0,2	-0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL ⁽¹⁾	0,2	0,0	0,3	-0,6	0,0	0,3	0,0	-0,4	-0,1	-0,1	0,2	-0,1	-0,3

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Production

En 2008, la production de l'ensemble des branches ralentirait fortement (+1,1 %, après +2,5 % en 2007). Encore relativement dynamique en début d'année, la production s'est ensuite effritée, comme le signalent les enquêtes de conjoncture : le climat des affaires en France s'est nettement replié à partir du printemps 2008 et a chuté en novembre à son plus bas niveau depuis l'automne 1993 (cf. dossier « Deux nouveaux indicateurs pour aider au diagnostic conjoncturel en France »).

Fin 2008 et début 2009, la production de l'ensemble des branches continuerait de baisser, et en particulier celle de l'industrie manufacturière.

À la fin de 2008, la production baisserait dans de nombreuses branches marchandes (cf. graphique 1). La baisse serait particulièrement importante dans le commerce et la construction et plus marquée encore dans l'industrie manufacturière. Au premier semestre 2009, la production de ces branches continuerait de se contracter mais de manière progressivement plus modérée.

Sur l'ensemble de l'année 2008, malgré la nette détérioration enregistrée en cours d'année, la production augmenterait de 1,1 % (après +2,5 % en 2007), grâce à son dynamisme entre la mi-2007 et le début 2008. En revanche, en 2009, les effets du ralentissement se feraient pleinement sentir et l'acquis de croissance serait fortement négatif (-1,3 %) à la fin du premier semestre 2009.

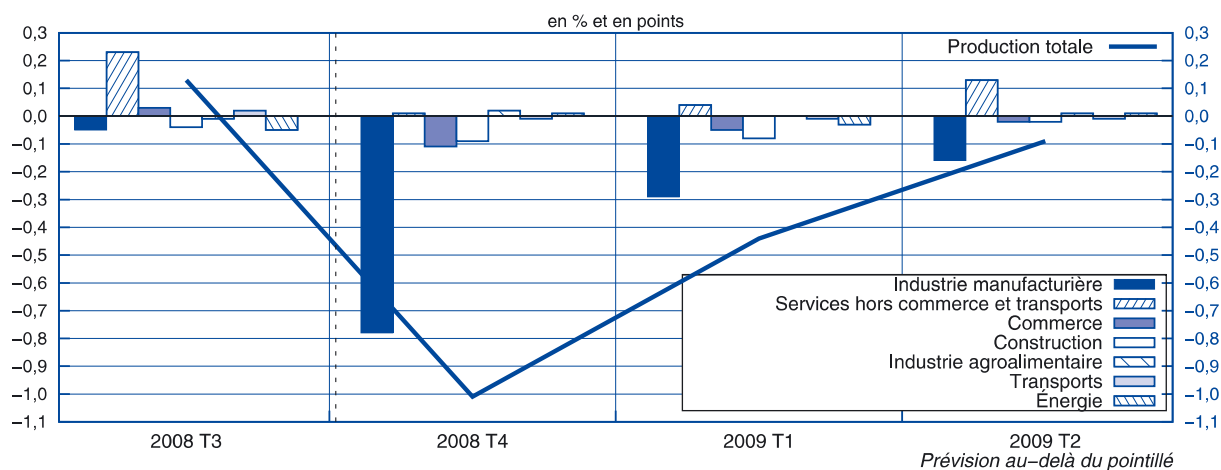
La production ralentirait nettement en 2008 et se replierait début 2009

Dynamique au premier trimestre 2008 (+0,6 %), la production de l'ensemble des branches a baissé de 0,3 % au deuxième trimestre ; et si elle a un peu rebondi au troisième trimestre (+0,1 %), elle se contracterait à nouveau au quatrième (-1,0 %) et au premier semestre 2009 (-0,4 % et -0,1 % respectivement aux premier et deuxième trimestres 2009, cf. compte associé).

La production manufacturière continuerait de reculer fin 2008 et début 2009

La production manufacturière a diminué de 0,3 % au cours du troisième trimestre 2008, après un recul prononcé au deuxième (-1,5 %). La plupart des secteurs contribuent à la baisse de l'activité, à commencer par l'industrie des biens intermédiaires (-0,7 %). Les chefs d'entreprise de ce secteur interrogés dans le cadre de l'enquête mensuelle de

1 - Contributions des secteurs à la croissance de la production totale



Source : Insee

conjoncture dans l'industrie relevaient d'ailleurs cette dégradation. La production a également reculé dans l'industrie *automobile* (-0,6 %), et dans l'industrie des *biens d'équipement* (-0,2 %). Seule l'activité dans l'industrie des *biens de consommation* a progressé au cours du troisième trimestre (+1,0 %), après un deuxième trimestre en net repli (-1,9 %).

D'ici la fin de l'année 2008, la dégradation des demandes globale et étrangère devrait s'intensifier selon les anticipations des chefs d'entreprise (cf. graphique 2) et la contraction de la production manufacturière s'accroîtrait nettement au cours du quatrième trimestre 2008 (-4,0 % par rapport au troisième trimestre).

Au premier trimestre 2009, l'activité industrielle baisserait de nouveau (-1,6 %), comme le laisse attendre le bas niveau des perspectives personnelles de production déclarées par les entrepreneurs interrogés en novembre. Au deuxième trimestre 2009, la production manufacturière serait toujours en repli, mais de l'ordre de -0,9 % seulement.

Sur l'ensemble de l'année 2008, la baisse de la production manufacturière resterait limitée (-0,9 %) mais l'acquis pour 2009 à la fin juin serait très négatif (-5,7 %).

L'activité dans la construction continuerait de se replier

Au troisième trimestre 2008, la production dans le secteur de la construction s'est de nouveau contractée (-0,6 %, après -1,5 % au deuxième trimestre). Ce repli a concerné le seul secteur du *bâtiment* (-0,8 %), l'activité ayant stagné dans les

travaux publics (0,0 %). La demande d'investissement a partout reculé, qu'elle émane des administrations publiques, des entreprises non financières ou des ménages.

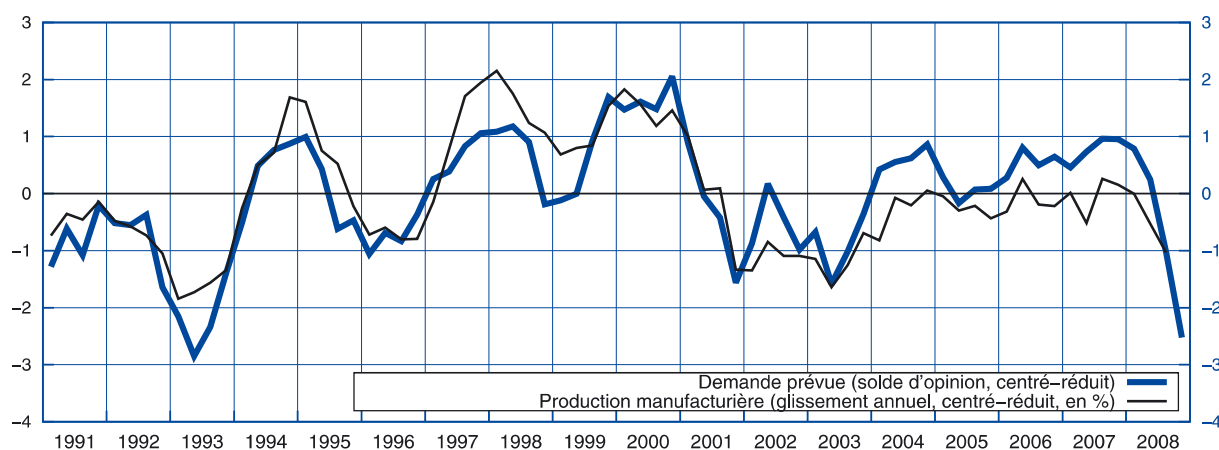
D'ici la fin 2008, l'activité diminuerait dans le bâtiment comme dans les travaux publics au vu des dernières enquêtes de conjoncture : les prévisions d'activité des entrepreneurs pour les prochains mois se dégradent nettement dans les deux secteurs (cf. graphique 3). La production de la branche construction baisserait ainsi de 1,3 % au quatrième trimestre 2008. Cette baisse se poursuivrait, mais de façon plus modérée, au premier trimestre 2009 (-1,0 %). Au deuxième trimestre 2009, le repli serait nettement moins marqué (-0,3 %) grâce à la moindre contraction de la demande des ménages en logements.

Au total, la production du secteur de la construction reculerait légèrement (-0,2 %) en 2008, après une progression de plus de 4 % en 2007. Mi-2009, l'acquis de croissance pour l'année serait très négatif (-2,9 %).

Services marchands : l'activité marquerait le pas

Au troisième trimestre 2008, la production de services marchands (autres que *commerce, activités financières et transports*) a rebondi : +0,5 % après +0,1 % au deuxième trimestre. Elle a été soutenue principalement par les *services aux entreprises*, où l'activité s'est en effet sensiblement redressée (+0,6 % après +0,1 %), du fait notamment de la vigueur des activités de postes et de télécommunications. Du côté des *services aux particuliers*, l'activité a stagné au troisième trimestre (0,0 %), après avoir reculé de 0,3 % au deuxième : la progression

2 - Demande prévue par les industriels et production manufacturière



Source : Insee

des activités culturelles, récréatives et sportives a été compensée notamment par la baisse de la production d'hôtellerie et de restauration. Les *activités immobilières* ont progressé au même rythme qu'au deuxième trimestre (+0,5 %).

Au quatrième trimestre 2008, l'activité devrait marquer le pas dans les services marchands (0,0 % après +0,5 % au troisième trimestre). Depuis quelques mois en effet, les chefs d'entreprise signalent une forte dégradation de la conjoncture dans les services : l'indicateur synthétique du climat des affaires est passé de 101 au mois de juin à 77 au mois de novembre, proche de son point bas atteint en janvier 1993. Au premier trimestre 2009, la production de services marchands se contracterait même légèrement (-0,1%). Elle progresserait à nouveau un peu au deuxième trimestre 2009 (+0,2 %).

Sur l'ensemble de l'année 2008, la production de services marchands progresserait de +2,4 % après +3,0 % en 2007, et l'acquis pour 2009 à la fin du premier semestre serait très faible (+0,3 % seulement).

Au troisième trimestre 2008, la production de services non marchands a progressé de 0,4 %, comme au deuxième trimestre. Elle se maintiendrait quasiment sur ce rythme, proche de sa moyenne de long terme, d'ici à la fin du deuxième trimestre 2009. Sur l'année 2008, la production de services non marchands accélérerait légèrement (+1,9 % après +1,7 % en 2007).

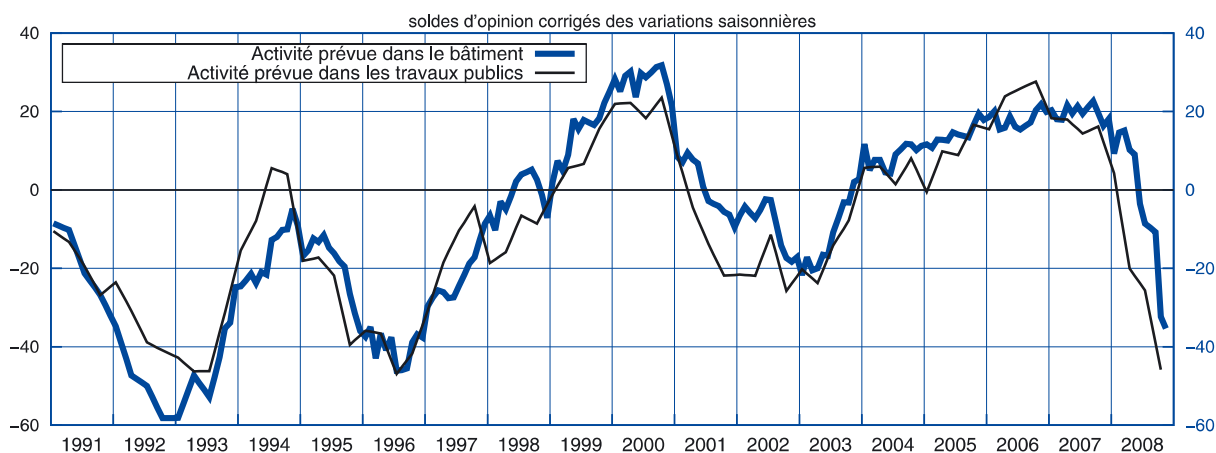
Commerce : l'activité reculerait jusqu'au deuxième trimestre 2009

Au troisième trimestre 2008, l'activité commerciale a légèrement progressé après un net recul au deuxième trimestre (+0,3 % après -0,7 %). En particulier, le rebond des exportations (cf. fiche « *Échanges extérieurs* ») et la hausse des dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés ont soutenu l'activité du secteur.

Dans le commerce de détail, l'activité s'est toutefois nettement dégradée depuis le début de l'année d'après les enquêtes de conjoncture, malgré un sursaut à l'enquête de novembre (cf. graphique 4). Les secteurs les plus touchés sont les *grandes surfaces* et le secteur de *l'équipement du foyer*. Les intentions de commandes sont très basses et les commerçants signalent également de fortes contractions de leurs effectifs. Dans l'enquête de novembre, les perspectives générales d'activité se stabilisent à un niveau extrêmement bas, laissant ainsi augurer une nette inflexion de la consommation des ménages en produits manufacturés (cf. fiche « *Consommation et Investissement des ménages* »).

Dans le commerce de gros également, la conjoncture se dégrade selon les chefs d'entreprises. Les perspectives générales d'activité n'ont cessé de reculer au cours des derniers mois, passant ainsi en dessous du point bas de 1993, et les ventes et les intentions de commandes sont elles aussi en net repli. Les ventes de biens d'équipement sont particu-

3 - Activité prévue dans la construction



Source : Insee

lièrement ternes, ce qui laisse présager une baisse de l'investissement des entreprises en produits manufacturés au dernier trimestre 2008.

Au total, l'activité commerciale diminuerait à nouveau au quatrième trimestre 2008 (-1,2 %). Cette baisse se poursuivrait sur le début de l'année 2009, mais de façon progressivement plus modérée (-0,5 % et -0,2 % respectivement aux premier et deuxième trimestres 2009).

Sur l'ensemble de l'année 2008, la production de la branche commerce serait encore en légère hausse (+0,2 %) mais l'acquis pour 2009 à la fin juin serait nettement négatif (-1,6 %).

Baisse des productions d'énergie et de transports

La production énergétique a reculé au troisième trimestre 2008 (-1,2 %), après une forte hausse au deuxième trimestre (+2,5 %). La production d'énergie rebondirait légèrement au dernier trimestre de 2008 (+0,3 %), du fait de températures inférieures aux normales saisonnières en novembre et décembre. Par contrecoup, elle se contracterait à nouveau au premier trimestre 2009 (-0,6 %) puis

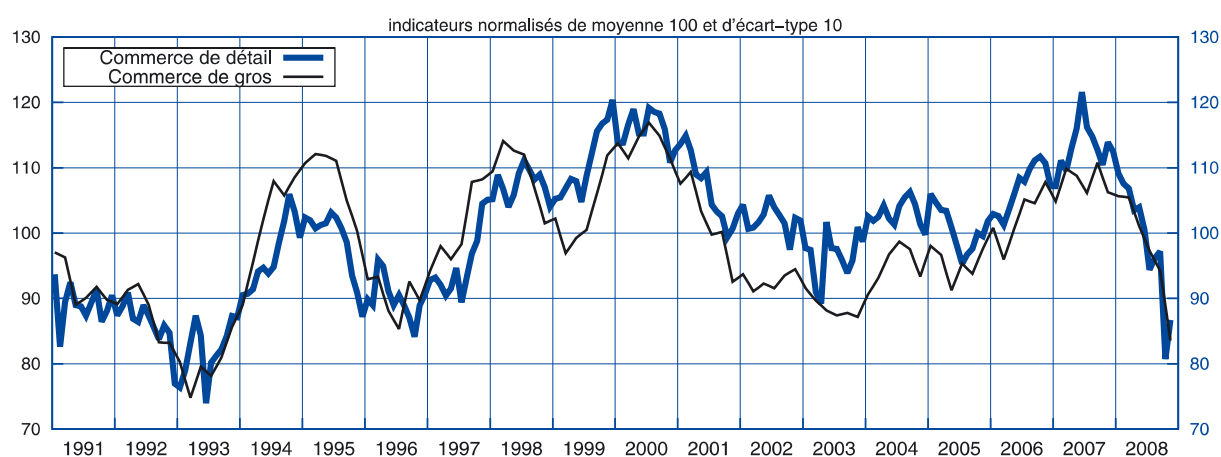
serait quasiment stable au deuxième trimestre 2009, sous l'hypothèse de températures normales pour la saison.

La production de la branche transports a rebondi au troisième trimestre 2008 (+0,4 %), après avoir baissé de 0,2 % au deuxième. C'est en effet surtout au deuxième trimestre que les ménages ont réduit leurs dépenses de consommation de transports (-1,0 %), face à la hausse des prix de l'essence. D'ici la fin de l'année et au début de 2009, la production de transports fléchirait (-0,3 % environ par trimestre), en lien avec le repli général de l'activité.

L'activité résisterait dans les branches agricole et agroalimentaire

La production agricole et agroalimentaire a de nouveau fléchi au troisième trimestre 2008 mais la baisse est moindre qu'au deuxième trimestre (-0,1 % après -0,3 %). La production se redresserait d'ici la fin de l'année (+0,3 % au dernier trimestre 2008). Sur l'ensemble de 2008, la production serait en hausse de +0,9 % (après +0,7 % en 2007) : les branches agricole et agroalimentaire ont de nouveau bénéficié de conditions météorologiques favorables aux cultures céréalières. Au premier semestre 2009, la production agricole et agroalimentaire progresserait un peu et l'acquis pour 2009 serait légèrement positif à la fin juin (+0,3 %). ■

4 - Climat des affaires dans le commerce



Source : Insee